

Primaires, tous sur le pont les 10 et 11 septembre!



Cher-e camarade, cher-e ami-e,

Je m'adresse à toi aujourd'hui parce que nous entrons dans une phase décisive de la préparation des Primaires citoyennes et donc de notre mobilisation pour l'élection présidentielle.

L'Université d'été de la Rochelle a été une formidable réussite et un beau moment de rassemblement.

Il importe maintenant que nous mettions toute notre énergie et toutes nos forces au service de ce grand rendez-vous démocratique que seront les Primaires citoyennes qui auront lieu dans un mois. Les Français aspirent au changement face à une droite qui, bien que fracturée par ses divisions, trouve encore la morgue et l'arrogance de leur imposer une rentrée de sacrifices à travers un plan d'austérité sans précédent, qui nuira principalement aux classes moyennes et populaires, aggravera la crise, accentuera les injustices et affaiblira encore les services publics. Dès aujourd'hui les Primaires sont l'occasion d'imposer nos idées dans le débat public et de porter nos valeurs et notre projet face à la droite : l'efficacité économique et la justice sociale, l'humanisme républicain, le rayonnement retrouvé de la France dans le monde.

C'est pourquoi il est essentiel que les Primaires citoyennes, premier acte du changement vers 2012, soit un grand succès populaire. Je fais confiance aux Premiers secrétaires de nos fédérations, à leur dévouement exceptionnel et à leur connaissance indispensable des territoires, pour que cette rencontre entre la gauche et les Français soit une réalité dans tout le pays, dans nos villes et nos campagnes.

Le Parti compte également sur ta mobilisation personnelle : ce sont les militants du Parti socialiste, accompagnés par nos amis du Parti Radical de Gauche, qui feront de l'élection des 9 et 16 octobre prochains un grand succès de mobilisation.

Avec l'ensemble de nos candidats, j'ai voulu que le Parti se donne tous les moyens de mobiliser le peuple de gauche et les citoyens qui aspirent au changement en 2012.

Malgré l'obstruction de la droite, ce sont près de 10 000 bureaux de votes qui seront répartis sur tout le territoire national. Nous mènerons également une campagne de communication inédite et massive : affichage dans la presse nationale et régionale, plus de 6 millions de tracts nationaux et encore davantage de tracts locaux, une grande campagne sur Internet, des applications pour smartphones,

des coupons d'information que je t'invite à diffuser tout autour de toi et évidemment de nombreux événements de mobilisation sur le terrain. Je t'invite en particulier à participer **aux opérations «Tous sur le pont» dont la première aura lieu le week-end prochain**, de même qu'à la répétition générale des bureaux de votes qui se tiendra dans toutes les fédérations à partir de la semaine du 12 septembre. J'ai voulu que le Parti joue tout son rôle et soit à la hauteur de cette formidable innovation démocratique que sont les Primaires citoyennes.

Un peu plus de 30 jours nous séparent du 1^{er} tour, ta mobilisation est absolument nécessaire pour faire savoir à chaque citoyenne et à chaque citoyen que toute la France peut voter, que chaque citoyen-ne dispose de ce nouveau droit de choisir celui ou celle qui portera les couleurs de la gauche et du Parti socialiste lors de l'élection présidentielle ! Je compte sur toi pour amplifier cette campagne, expliquer à tes proches, à tes amis et voisins, aux habitants de ta commune, que chacun peut voter, à la simple condition de déposer une contribution d'un euro et de se reconnaître dans un engagement pour les valeurs de la Gauche et de la République.

Dès les prochains jours, la liste complète des bureaux de vote sera rendue publique, et chacun pourra localiser son lieu de vote sur notre site très complet **lesprimairescitoyennes.fr**. De même, des débats télévisés et radios, en partenariat avec la presse écrite, entre nos candidats permettront de populariser encore davantage les Primaires. Au niveau national comme au niveau local, toutes les initiatives sont bienvenues pour donner le plus grand écho à nos Primaires et le plus grand élan et la plus grande force à celui ou celle qui aura la charge de faire gagner la gauche en 2012.

Enfin, je veux saisir cette occasion pour te dire ma très grande fierté devant la qualité et le respect qui marquent le débat démocratique qui s'est engagé dans notre pays avec les Primaires. Nos candidats, comme les militants qui sont engagés à leurs côtés, font preuve d'un remarquable esprit de responsabilité et d'unité face à la droite : au nom de tous les socialistes, je veux remercier chacun pour cette attitude exemplaire et pour avoir tenu la promesse d'une compétition positive plutôt que d'une confrontation négative.

Je veux aussi, cher(e) camarade, te souhaiter ainsi qu'à tes proches, une rentrée placée sous le signe du combat collectif et d'un nouvel espoir pour la France.

Avec mes amitiés socialistes,

Harlem Désir
Premier secrétaire par intérim.

L'AGENDA

Pour trouver votre bureau de vote **lesprimairescitoyennes.fr**

9 octobre

► Premier tour

16 octobre

► Deuxième tour

PRIMAIRE CITOYENNES
Les 9 et 16 octobre 2011
VOTEZ!



L'info en continu

Sandrine Mazetier, 1/09/11

Roms

« La réquisition d'un tramway de la RATP par les forces de police pour évacuer un campement de Roms a réveillé de tristes souvenirs. Le PS demande au ministre de l'Intérieur d'apporter tous les éclaircissements sur le déroulement de cette opération et de faire cesser ces pratiques indignes. »

Alain Vidalies, 2/09/11

Emploi

« Alors que la France a perdu plus d'un million d'emplois depuis le début de la crise, Nicolas Sarkozy a effectué un déplacement dans les Vosges pour annoncer la création de 20 000 emplois aidés supplémentaires ! Cette annonce révèle à elle seule que, soit Nicolas Sarkozy a perdu tout contact avec la réalité, soit il a définitivement renoncé à lutter contre le chômage en devenant un simple spectateur du désastre. »

Harlem Désir, Marisol Touraine, 3/09/11

Parcs à thèmes

« M. Sarkozy a finalement renoncé à la hausse de la TVA sur les parcs à thèmes. D'autres mesures vont peser lourdement sur le pouvoir d'achat des couches moyennes et modestes. Le président de la République doit aussi renoncer dès maintenant à l'augmentation de la taxe sur les mutuelles et à l'ensemble des impôts injustes qu'il veut imposer aux Français pour préserver les niches et les cadeaux qu'il a créés au bénéfice des plus riches. M. Sarkozy et son gouvernement doivent s'attaquer aux causes réelles du déficit : sa propre politique fiscale et budgétaire. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

6 millions

BUREAU NATIONAL

La fausse « règle d'or »

Le collectif budgétaire présenté à l'Assemblée nationale et le projet présidentiel de l'UMP s'inscrivent dans la parfaite continuité de la politique menée depuis 2007, malgré son échec avéré. Loin de se remettre en question, le gouvernement et l'UMP n'avancent rien de nouveau. Ils hésitent, tâtonnent et bricolent et sont réduits à annoncer dans l'urgence un nouveau plan d'austérité. Les choix de ce gouvernement, c'est « plus la crise s'aggrave, plus je ponctionne le pouvoir d'achat des Français ». Dans ce contexte, la volonté du gouvernement d'imposer une règle constitutionnelle sur les finances publiques est une pitoyable manœuvre pour tenter de s'exonérer de ses propres responsabilités. Voilà un gouvernement qui n'aura respecté aucune des règles budgétaires en vigueur – ni la limite des 3 % de déficit, ni le maximum de 60 % de dette, ni les nombreuses règles qu'il a lui-même fait voter – et qui tente aujourd'hui de faire oublier sa gestion calamiteuse des finances publiques de notre pays par une opération de nature politique. La prétendue règle d'or n'est qu'une façade. Ce dont la France a besoin, ce n'est pas d'une règle qui ne règle rien, mais d'une politique budgétaire et fiscale sérieuse, ce dont la droite est incapable. Les parlementaires socialistes voteront contre la pseudo « règle d'or ». Il est impératif de prendre enfin les mesures permettant de relancer l'activité et de réduire réellement les déficits. Il est temps de changer enfin de politique économique et budgétaire.

Sénatoriales

Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, l'alternance au Sénat est à portée de mains. Grâce aux négociations entre le Parti socialiste et ses partenaires, la gauche se présente rassemblée dans la grande majorité des départements. Elle mène une campagne active sur le terrain, grâce à des candidats à l'écoute des élus locaux et des territoires. De son côté, la droite se présente souvent divisée, et ce, malgré les nominations à diverses responsabilités auxquelles tant le président du Sénat que le président de la République ont procédé pour tenter d'étouffer toute tentation de dissidence. Ces manœuvres politiques n'entament en rien la sérénité de nos candidats, malgré un mode de scrutin injuste et largement favorable à la droite, ni celle du groupe socialiste au Sénat, plus que jamais déterminés à mener une campagne victorieuse, au service des territoires et de l'alternance démocratique au Sénat.

Famine dans la corne de l'Afrique: le G20 doit agir!

L'ONU a sonné une nouvelle fois l'alarme lundi, pour mobiliser la communauté internationale contre la famine qui s'étend de plus en plus dans la Corne de l'Afrique. Désormais plus de 12 millions de personnes vivant dans cette région sont frappées par la sécheresse, dont quatre millions en Somalie. Si rien n'est fait, 750 000 personnes y risquent la mort avant la fin de l'année 2011. Le Parti socialiste demande une réunion urgente du G20 pour que la communauté internationale vienne plus efficacement en aide aux

populations de la Corne de l'Afrique. Il appelle le gouvernement français et l'Union européenne à agir dans ce sens. La situation de la Corne de l'Afrique est une source de graves déséquilibres. Il n'y aura pas de sécurité durable, au Nord comme au Sud, sans un développement partagé sur la planète.

Médias

L'examen par les services secrets français des communications téléphoniques passées il y a plus d'un an par un journaliste du Monde travaillant sur l'affaire Woerth-Bettencourt révèle des pratiques d'une extraordinaire gravité diligentées du plus haut sommet de l'État pour masquer l'implication de l'UMP dans cette affaire. En se procurant des informations confidentielles auprès d'un opérateur téléphonique, sans qu'il y ait un impératif « prépondérant d'intérêt public » et hors de toute saisine de l'autorité judiciaire, la DCRI a violé délibérément la loi du 4 janvier 2010 sur la protection des sources des journalistes. Le Parti socialiste exige que la lumière soit faite sur les responsabilités administratives et politiques qui ont conduit à ces dérives inacceptables. Il demande solennellement au chef de l'État et au gouvernement de respecter à l'avenir une loi qu'ils avaient fait voter à grand renfort médiatique et qu'ils ont depuis délibérément violée. Les socialistes, dans leur projet pour 2012, ont exprimé leur volonté de renforcer les dispositions légales visant à assurer la protection des sources des journalistes qui va de pair avec le pluralisme des médias et l'indépendance des rédactions.

SUR MA PILE

Actualité des publications



La Revue socialiste fait sa rentrée avec un nouveau numéro, « Abécédaire de la France ». Le principe est simple : une lettre, une thématique, un spécialiste de la question et un avis circonstancié. Jacques Julliard s'exprime donc sur l'argent, quand

Philippe Askenazy écrit sur le travail et Patrick Viveret sur l'utopie. Marisol Touraine, en charge de la lettre « M » a donc écrit sur le Mediator. Remontant le fil de l'affaire, elle lance également des pistes de réflexion pour une refonte profonde de la politique du médicament qui doit permettre « à une véritable démocratie sanitaire de s'imposer ». Les grands thèmes

ont évidemment été choisis pour leur rapport à l'actualité. Ce nouveau numéro de La Revue offre de façon ludique une occasion de se replonger, après les vacances, dans les grandes thématiques de cette rentrée. La Revue socialiste, Abécédaire de la France, 3^e trimestre 2011, 164 pages, 10 euros, renseignements : 01 45 56 76 38.

L'optimisme est de rigueur

Pour soulever l'espoir, il faut montrer aux Français qu'on ne leur ment pas. L'optimisme est lié à l'exigence de vérité.



Par sa gravité exceptionnelle, la crise financière va structurer l'ensemble du débat public au cours des prochains mois. Sur le plan économique, elle fait peser des risques majeurs sur la croissance de la France. Si la progression de l'endettement public n'est pas enrayerée, elle menacera directement notre activité et nos emplois en raison du renchérissement inévitable du crédit. Laisser filer la dette, au nom d'un romantisme keynésien, ce serait se mettre soi-même dans la main des marchés financiers. Nous serions alors dépendants des décisions des banquiers comme les toxicomanes le sont des prix des dealers.

Sur le plan politique, l'impact de la crise financière n'est pas moins grand. Que la note française soit dégradée ou non durant l'hiver 2011, l'endettement public sera au centre de la campagne présidentielle. Projets et candidats seront tous jugés, d'abord et avant tout, sur leur capacité à le résorber. Pour la gauche, l'enjeu est donc aussi simple qu'il est cardinal : elle devra prouver qu'elle est plus crédible que la droite en la matière. La formule de la victoire tient dans cette seule équation.

La partie pourrait sembler facile tant le bilan de Nicolas Sarkozy est calamiteux. Établie à 59 % du PIB en 2002, la dette française atteindra 90 % en 2012. Selon les chiffres souvent cités d'un rapport de la Cour des comptes, l'aggravation de la dette n'est due que pour 1/3 aux effets du krach boursier de l'automne 2008. Le reste est imputable aux choix politiques faits depuis 2007. Décidé avant cet été, l'allègement de l'ISF a encore donné un récent exemple de l'aveuglement de la majorité.

Marteler dans l'opinion le passif désastreux de la droite est un préalable nécessaire mais n'est pas une condition suffisante. La gauche doit également avoir le courage d'ajuster son propre projet à la dégradation de la conjoncture. La réalité finit toujours par rattraper le politique. Quand les corrections arrivent trop tard, elles tournent aux tête-à-queue et aux reniements. Pour préserver notre cap, il faut savoir s'adapter – à temps – aux circonstances. Toute la difficulté est là : répondre aux urgences du court terme sans lâcher la perspective du long terme.

En premier lieu, je crois indispensable de réévaluer notre prévision de croissance. Établie à 2,5 % en 2013, elle devrait être rabaisée sous les 2 % compte tenu du risque de récession pour 2012. En outre, je suggère d'affecter 100 % des marges de manœuvre – et non 50 ou 75 % – à la résorption de la dette. Toute mesure nouvelle devra être financée par la suppression d'une mesure ancienne. Enfin, j'espère que nous aurons tous la sagesse de renoncer à la création de 300 000 emplois d'avenir et à la retraite pour tous à 60 ans. Ces promesses – je le concède – ne coûteront rien à l'État ; elles ruinent la crédibilité de la gauche et lui interdisent la victoire.

Pour rassurer et convaincre les Français, la gauche doit s'engager à adopter une loi de programmation quinquennale dès son arrivée au pouvoir. Cette loi sera sa règle d'or et n'aura rien d'un hommage rendu par le vice à la vertu comme avec Sarkozy. Elle fixera pour cinq ans le plafond des dépenses de l'État et le montant minimum des recettes. En étalant l'effort dans le temps, elle permettra de réduire les déficits sans casser les ressorts de la croissance.

Pour tenir ces objectifs, il ne suffira pas d'augmenter l'impôt des plus riches et de supprimer l'exonération des heures supplémentaires. Bien sûr, les niches fiscales injustes et inefficaces devront être purement et simplement supprimées. Mais le pactole constitué par ces niches est plus proche de 20 milliards d'euros que de 70 milliards... Bien sûr, il faudra relever à 50 % le taux marginal de l'impôt sur le revenu et même créer une nouvelle tranche d'imposition pour les plus grandes fortunes. Mais, là encore, le compte n'y sera pas.

C'est pourquoi je plaide pour une augmentation ciblée et modérée de la TVA. Seule cette mesure permettrait de dégager les recettes nécessaires pour résorber, dès 2013, notre déficit budgétaire sous la barre des 3 %. En excluant les biens de première nécessité, elle préserverait le pouvoir d'achat des ménages modestes et les conditions de la reprise. Accompagnée d'une extension des droits des consommateurs, elle garantirait, à terme, une baisse des prix par le meilleur jeu de la concurrence.

Si l'optimisme renaît bien de la rigueur, il conduit aussi à l'audace.



AFFAIRE BETTENCOURT

L'affaire Bettencourt est désormais une affaire d'État. Espionner la presse dans le but d'étouffer une enquête est une grave atteinte à la loi et à nos valeurs. En ma qualité de responsable de la commission des lois pour le groupe socialiste, j'ai demandé qu'elle puisse auditionner Messieurs Guéant, Squarcini et Péchenard.

SÉCURITÉ À MARSEILLE

L'augmentation constante de la délinquance à Marseille symbolise l'échec cinglant de Sarkozy dans ce domaine. Les réactions qu'elle provoque témoignent d'une prise de conscience générale de la situation. Convaincu depuis longtemps que l'insécurité est un problème réel, je me réjouis qu'elle soit aujourd'hui reconnue par tous.

L'énergie du changement Éd. Cherche Midi

Depuis le 8 septembre, mon dernier ouvrage est disponible dans toutes les librairies. Édité au Cherche Midi, L'énergie du changement présente une synthèse de mes convictions et de mes propositions sous la forme d'un abécédaire. Un vrai concentré d'optimisme en vente libre et à petit prix (4,95 €). Lisez-le avant de juger !

Douze mesures de protection de l'économie

Face à la crise financière, il est temps de prendre des mesures de protection de notre économie. C'est tout le sens du projet que je présente aux Français.



Faire l'impasse sur un risque majeur – celui que l'Espagne fasse défaut d'ici la fin de l'année – serait une erreur fatidique pour la gauche. Jacques Sapir – économiste de renom et auteur de *La démondialisation*, livre dont je conseille la lecture – faisait remarquer que d'ici la fin de l'année, la moitié des 21 % des chômeurs espagnols serait en fin de droits.

C'est évidemment un drame humain pour des millions de citoyens espagnols qui se profile. Mais c'est surtout un risque majeur dans un pays dont la croissance passée a été tirée par l'endettement des ménages et une imposante bulle immobilière. Pour les banques ibériques, des chômeurs en fin de droit, ce sont des crédits non remboursés. Et c'est une crise bancaire qui pointe...

La dégradation des notes de plusieurs gouvernements provinciaux espagnols incite en effet à regarder avec vigilance l'évolution de la situation espagnole. Comment ferons-nous pour pallier un défaut de l'Espagne? Le total des dettes est équivalent, en Espagne, à cinq fois le PIB! Eurobonds et mutualisation de la dette? Les Français y semblent davantage prêts que leurs voisins. Nous pouvons aussi envisager la monétisation de la dette. Cela permettrait au moins de dévaluer quelque peu l'euro, surévalué, dans un univers de monnaies (yuan et dollar) sous-évaluées. Sans ces solutions, les trous d'air économiques à répétitions que les orages de la dette nous font vivre, risquent de se transformer en cyclone de la dépression!

Dans ce contexte, la « règle d'or » sera pour notre pays l'an I des années de plomb. La droite – et ceux qui calqueront leur programme sur le sien – n'aura d'autre choix que de faire subir au pays des « plans de rigueurs » en rafale s'ils ne changent pas radicalement de discours et de politique. Un plan de rigueur, ce ne sont pas que des chiffres, ce sont des vies. Un plan de rigueur, dans les proportions en question, cela se chiffre en coût humain : c'est par exemple moins d'infirmières et de médecins et des couloirs d'hôpitaux remplis de brancards qui

bouchonnent. Un plan de rigueur, ça ne se chiffre pas, ça se vit!

Pour ma part, je pense qu'en politique, il n'y a qu'une règle à tenir, c'est de dire la vérité. Et la vérité est la suivante : soit nous changeons radicalement de politique, soit nous risquons de subir la plus vaste période de récession de notre histoire économique. Une alternative reste à bâtir. Cela nécessite de bâtir un protectionnisme européen, social, environnemental et industriel. Cela nécessite de bâtir conjointement avec l'Allemagne et les quinze autres membres de la zone euro, une stratégie politique de gouvernement de notre monnaie unique. Cela nécessite surtout le courage de la vérité. C'est tout l'objet de ma candidature.

J'inscris ma candidature dans la perspective d'un changement radical d'approche économique.

Si je suis élu président de la République, la première des lois que je demanderai au Parlement d'adopter en urgence sera une grande loi de protection de notre économie qui réduira la dépendance à l'égard de la finance, réduira la dette et reprendra le contrôle du système financier.

La première de ces mesures sera simple : prohibition, sous peine de confiscation des avoirs et de perte de licence des établissements bancaires, de toute forme de spéculation par les établissements financiers avec l'argent de leurs clients.

La deuxième mesure consistera en la fermeture des filiales des établissements financiers situés dans les paradis fiscaux, avec rapatriement obligatoire des avoirs appartenant aux ressortissants français sur le sol national, avec non opposabilité du secret bancaire.

La troisième mesure que je propose relève du bon sens et a été appliquée avec succès dans le passé : séparation obligatoire des activités entre banques de dépôts et banques d'investissement.

La quatrième mesure de mon projet est la mise sous tutelle des établissements bancaires exerçant sur le sol national, sans indemnité du trésor public, avec entrée dans le conseil d'administration de représentants du gouvernement, des usagers du crédit entreprises et ménages, et les salariés de la banque.

Autre mesure que je propose aux Français dans cette campagne : l'abrogation des pouvoirs des autorités administratives indépendantes chargées de la surveillance des institutions et des marchés financiers et transmission de leurs pouvoirs au ministre de l'Économie et des Finances...

Pour être efficace dans la lutte contre la dette, voici ma 6^e mesure de sécurisation de l'économie : création d'une taxe sur les transactions financières de 0,1 % au plan national en cas de non création d'une telle taxe au plan européen, afin d'assurer le remboursement de la part de la dette de la République française constituée dans la crise financière.

Ma septième proposition est l'obligation d'investir tout ou partie de l'épargne collectée par le système bancaire dans l'économie nationale ou européenne.

Je suis en outre favorable à un salaire maximum fixé par la loi des traders, courtiers et dirigeants des institutions financières.

Je propose de démanteler les agences de notation en interdisant aux investisseurs institutionnels d'y avoir recours en les contraignant à évaluer les risques par eux-mêmes, et en punissant les conflits d'intérêts dont les agences sont coutumières.

Je propose la création de nouvelles normes comptables européennes aux exigences renforcées définies par la loi.

L'interdiction des rachats d'entreprises par voie de LBO et contrôle par le gouvernement des OPA sur nos entreprises industrielles en provenance de fonds souverains non européens sera une autre mesure que je prendrai.

Je propose l'effacement d'une partie du surendettement des particuliers en réduisant d'autorité et drastiquement par la loi les taux d'intérêt usuraires appliqués aux utilisateurs du crédit à la consommation, victimes des abus du système bancaire.

Ces mesures, vous pouvez les approuver dès le 9 octobre prochain.

En attendant, vous pouvez retrouver mes autres propositions et interventions sur : arnaudmontebourg2012.fr

« Les Primaires citoyennes, cette force qui nous conduira à la victoire en 2012. »

Réussir la primaire citoyenne offrira à notre candidat une dynamique exceptionnelle pour mettre fin à la présidence sortante. Voulu par les socialistes, elle permet à chaque citoyen attaché aux valeurs de la gauche et de la République, de faire valoir un droit nouveau, celui de choisir le candidat socialiste et de désigner le président dont la France a besoin.

Ce grand mouvement citoyen que j'appelle de mes vœux rendra notre candidat plus fort pour rassembler

la gauche, plus fort dans la campagne, plus fort dans ses propositions et plus fort pour battre la droite. Chacun peut participer à ce mouvement, à cette force qui nous conduira à la victoire en 2012.

C'est pourquoi je vous donne rendez-vous dès le 9 octobre pour le premier tour des Primaires citoyennes.

Contribuez au changement, faisons gagner la gauche.

François Hollande



« Lorsque l'école est abîmée, c'est la République toute entière qui est blessée. »



En cette semaine de rentrée scolaire, je voudrais adresser à tous les élèves qui prennent le chemin des classes, à leurs parents, mais aussi à toutes celles et tous ceux qui ont la lourde responsabilité et la belle tâche de les instruire et de les éduquer au nom de la Nation, **un message d'encouragement et de confiance.**

Je sais que les conditions de cette rentrée sont difficiles. Jamais l'école de la République n'a été à ce point maltraitée par les pouvoirs publics et dénigrée par les plus hautes autorités de l'État.

En termes de moyens d'abord, avec la réduction massive et indistincte des postes, avec la suppression de la formation des enseignants, avec des rythmes scolaires inadaptés et avec l'affaiblissement de l'accueil pour les élèves handicapés.

En termes d'esprit, les attaques et les moqueries contre la culture et les humanités, l'approche purement comptable des réalités scolaires, le

mépris des fonctionnaires, les atteintes à la laïcité, autant de mises en cause insupportables à notre Éducation nationale. Ces attaques justifient que je vous dise avec d'autant plus de force, des paroles de conviction, d'amitié et d'espérance; **cette situation ne saurait durer et elle ne durera pas.**

La République, en France, s'est construite autour et par son école. **Lorsque l'école est abîmée, c'est la République tout entière qui est blessée.**

C'est pourquoi je ne me satisfais pas et je n'accepte pas que l'on parle de l'école seulement quelques jours par an, à l'occasion de la rentrée, et que l'on en parle comme d'une affaire réservée: il faut en parler tout le temps, et en parler avec tout le pays.

C'est pourquoi aussi, au-delà des mesures d'urgence nécessaires que la gauche devra prendre dès son arrivée aux responsabilités, mettre fin à cette hémorragie des postes, rétablir sans attendre la formation des enseignants, être capable d'accueillir les plus jeunes, **je veux, pour construire la France de demain, passer un nouveau contrat entre l'école et la Nation.** J'en prends l'engagement.

Depuis le début du long chemin que j'ai entrepris, je n'ai cessé de répéter que notre pays doit accorder sa priorité à la jeunesse: à la jeunesse, c'est-à-dire à l'éducation. Ce n'est pas un discours de circonstances. Ce n'est pas non plus un discours destiné à une

catégorie pour en recueillir les faveurs: ce n'est pas seulement à la jeunesse que je parle de la jeunesse, mais à toute la Nation, au nom de l'intérêt général et parce qu'elle est son avenir.

Je suis lucide sur les difficultés de notre système, sur ses faiblesses, ses échecs – trop de jeunes sortent sans qualification – la reproduction et l'accroissement des inégalités. **Je veux ouvrir deux grands chantiers, celui du temps et des rythmes scolaires, et celui de la revalorisation et de la redéfinition des missions et des conditions du métier d'enseignant.** Nous le ferons dans la concertation, dans la négociation, avec la participation et la mobilisation de tous, en nous appuyant sur les forces et les richesses de notre école, à commencer par le dévouement de ses personnels, mais nous le ferons avec détermination, parce que c'est l'intérêt de l'école.

Surmonter la crise de l'avenir qui nous ronge et restaurer le message de la République, ces deux missions nous attendent. L'école est au carrefour de ces deux exigences. C'est pourquoi nous devons lui accorder toute notre énergie. **Avoir une grande ambition pour l'école, c'est avoir une grande ambition pour la France.**

À vous tous, je souhaite une rentrée des classes riche d'apprentissages, de découvertes, d'amitié et de réussite.

François Hollande



Jean-Louis Bianco

Député et président des Alpes de Haute-Provence, ancien ministre, ancien secrétaire général de l'Élysée

«*Ségolène Royal est une femme d'État. Elle a une droiture et une force de travail hors du commun, que François Mitterrand avait appréciées lorsqu'il l'avait appelée à l'Élysée. Depuis 2007, sans jamais changer de cap, elle a travaillé dur pour approfondir sa réflexion, agir et rester à l'écoute des Français. Elle est prête.*»

Farid Dgitli

Ex-délégué syndical de Lu-Danone

«*Notre rencontre avec Ségolène Royal a été très importante et son engagement de mettre dans la loi l'interdiction des licenciements boursiers nous a convaincus. Nous la soutenons.*»

Michèle

Mère de famille qui élève seule ses deux filles à Remiremont (88)

«*La seule qui s'intéresse vraiment à notre vie, concrètement, c'est elle. Ségolène Royal est la seule qui parle de la vie chère et qui propose des solutions pour le pouvoir d'achat des familles.*»

Le changement à gauche: des solutions pour une vie meilleure

Lettre à tous les résignés et indignés qui veulent des solutions: le livre-projet, les cinq actions immédiates.



Ségolène Royal a tout pour gagner les Primaires et l'élection présidentielle de 2012. En 2007, elle était arrivée au second tour de la Présidentielle avec 17 millions d'électeurs derrière elle. Elle a de ce fait acquis notoriété et respect dans le monde entier, ce qu'elle mettra au service de la France.

Ségolène Royal opère la synthèse entre la défense de valeurs traditionnelles (famille, éducation, sécurité) et la conscience du futur (croissance verte, démocratie participative, alliances politiques sans sectarisme...).

Ségolène Royal aborde ce moment politique avec la maturité et la force puisées dans les épreuves. Animée depuis toujours par la morale de l'action, elle se présente aujourd'hui comme «*la présidente des solutions efficaces et justes*». Dans ce livre, elle propose un «*ordre social juste*» pour en finir avec les «*désordres injustes*» qui indignent et découragent. L'anti-sarkozysme ne suffira pas

pour gagner dit-elle, les Français savent à quoi s'en tenir. Face à la crise, à la vie chère, à la désindustrialisation, elle affirme qu'il n'y a pas de fatalité et propose une perspective nouvelle: la mutation écologique de l'économie autour de la croissance verte. Pour réduire la dette, elle veut relancer l'activité par le soutien massif aux PME, soutenir le pouvoir d'achat, mais aussi mettre fin à la fraude fiscale, au gâchis d'argent public. Elle appelle la France à une mobilisation de même ampleur que celle qui a permis la reconstruction de la République par le Conseil national de la Résistance qui a créé la Sécurité sociale.

Remettre l'éducation au cœur de tout et en avant de tout.

«*Aux parents, aux enseignants, aux élèves, je dis: Tenez bon! La rentrée 2012 ne ressemblera pas à la rentrée 2011. Elle sera apaisée et sécurisée.*»



Tenez bon, résistez. Malgré les dégâts du désengagement de l'État vis-à-vis de l'école, malgré les suppressions de postes et de classes, malgré les conditions de travail difficiles, il faut garder confiance dans l'Éducation nationale.

Tenez bon, nous prendrons **un moratoire immédiat sur les suppressions de postes et un**

plan pluriannuel pour la durée du quinquennat

donnera les moyens de travailler dans de bonnes conditions. Ainsi l'école pourra retrouver sa mission fondamentale pour réduire les inégalités, éviter l'échec scolaire, permettre à tous les enfants de réussir. Lorsque j'entends que l'Éducation nationale coûte cher, je réponds: «*Essayez l'ignorance et vous verrez ce que cela coûte!*». Je n'accepte pas qu'un enfant d'ouvrier ou d'employé ait seulement une chance sur quatre d'obtenir un diplôme d'enseignement supérieur.

Tenez bon, nous rendrons aux enseignants la fierté de leur métier, le respect qui leur est dû et leur autorité.

Nous rétablirons l'année de formation supprimée et ferons de la réussite de chaque élève l'objectif de l'Éducation nationale. J'encouragerai l'innovation, le travail en équipe et répondrai aux demandes d'autonomie.

Tenez bon, nous redonnerons à tous les niveaux un sens à l'école de la République, efficace et juste pour tous ses enfants. La mise en place du soutien scolaire gratuit, donné par des étudiants, structuré par des associations, sera généralisé en contrepartie d'une valorisation dans leur cursus. La lutte contre les violences scolaires sera une priorité absolue avec la création d'un nouveau métier d'éducateur et accompagnateur afin de mieux encadrer les élèves.

Refonder l'école



«Je veux retrouver l'école de la République, celle qui instruit les élèves, leur donne des savoirs et des compétences, leur transmet des valeurs, contribue à leur insertion citoyenne, sociale et professionnelle.»

Vous le savez : pour combattre la crise et pour changer de société, je veux une **gauche sérieuse et ambitieuse**. Sans sérieux, rien n'est faisable. Sans ambition, rien ne change. Tout ne sera pas possible, mais mon projet c'est, en cinq ans, de transformer profondément la vie des Français.

J'ai fixé quatre priorités – **emploi, pouvoir d'achat, éducation, sécurité**. Oui, un autre chemin que la résignation et l'austérité est possible. Oui, les Français veulent savoir concrètement comment l'emprunter. En cette semaine de rentrée, j'ai souhaité vous parler de **l'école de la République**.

Je veux qu'il n'y ait plus jamais une rentrée comme celle de 2011. Suppressions de postes par dizaines de milliers, fermetures de classes par milliers : chacun de vous, qu'il soit parent d'élève, professeur, ou citoyen soucieux de notre avenir, aborde cette rentrée scolaire en faisant le constat de l'échec total de Nicolas Sarkozy en matière d'éducation.

Le vrai passeport pour l'avenir, c'est pourtant l'accès à l'éducation, à la culture et au meilleur niveau de qualification.

Pour cela je veux refonder notre système éducatif, aujourd'hui en crise, retrouver l'école de la République, celle qui instruit les élèves, leur transmet des savoirs, des compétences et des valeurs, contribue à leur insertion citoyenne, sociale et professionnelle. Je veux refaire de la France une **grande nation éducative**.

Si je suis élue, je ferai tout pour que les enfants aient les mêmes chances de réussite où qu'ils soient en France.

Voici les objectifs que je donnerai à mon gouvernement en 2012 :

- **Priorité à l'école primaire :**

tout enfant doit en sortir en maîtrisant les savoirs et les compétences fondamentales, la lecture, l'écriture, le calcul, mais aussi en étant familier de l'informatique et de l'anglais.

- **Mobilisation massive contre l'échec et le décrochage :** personnalisation des parcours scolaires et des pédagogies, service public de l'orientation. 100 % des élèves doivent sortir du secondaire avec une formation générale, technologique ou professionnelle.
- **Rétablir la sécurité** dans les établissements scolaires.

Pour y parvenir, **j'assume que l'éducation doit être prioritaire dans nos choix budgétaires :**

- Je mettrai fin immédiatement aux suppressions de postes.
- **Je donnerai plus à ceux qui ont moins.** Les moyens accordés à l'éducation nationale seront mieux répartis entre les territoires et les établissements. Des recrutements nouveaux de professionnels seront destinés à ceux qui en ont le plus besoin. Dans les zones d'éducation prioritaire, je souhaite que les enseignants aient moins d'heures devant leurs classes pour pouvoir se consacrer davantage au travail en équipe et au suivi de leurs élèves.
- **Je revaloriserai le métier d'enseignant** en commençant par recréer une véritable formation pratique initiale et continue et en leur accordant davantage d'autonomie pédagogique. Il faut adapter leurs missions et leur donner du temps pour mener des projets, pour accompagner les élèves individuellement, pour recevoir des parents.
- **Je repenserai les rythmes scolaires :** nos élèves ont les journées parmi les plus longues

et l'année la plus courte des pays de l'OCDE. Je reviendrai sur la réforme absurde qui a imposé les quatre jours à l'école primaire.

- **Je veux construire un parcours scolaire cohérent, adapté à chacun, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur.** La scolarité obligatoire, de 3 à 16 ans, doit amener tous les élèves à la maîtrise d'un socle de culture commun, intégrant l'enseignement technologique et professionnel, mais aussi l'ouverture à la culture et aux sports. Je défends un service public d'éducation national, avec des règles et des protections, des objectifs communs, mais qui est capable de personnaliser ses réponses au plus près des besoins.
- Pour la sécurité des établissements, **j'accorderai un nombre suffisant de professionnels formés là où il y en a besoin.** Ils seront accompagnés par des emplois d'avenir pour encadrer les élèves. Je créerai un nouveau métier de l'éducation dédié à la surveillance dans l'enceinte scolaire et à ses abords.

Ma méthode reposera sur le dialogue avec toute la communauté éducative, l'implication des parents d'élèves, des associations d'éducation populaire, la mobilisation accrue des élus locaux, l'expérimentation avant toute généralisation. **J'engagerai d'ailleurs dès le lendemain des Primaires une large concertation avec les enseignants, pour être prêts, dès la rentrée 2012.**

Pour porter ce nouveau contrat, j'ai besoin de vous ! Diffusez mes propositions pour notre école : martineaubry.fr/école



EMPLOI

Le 2 septembre à Bordeaux, le collectif des Jeunes avec Martine Aubry est allé à la rencontre des Français pour présenter l'engagement de créer 300 000 emplois d'avenir. Cette mesure permettra de relancer la croissance et de créer des emplois dans des secteurs essentiels tels que l'environnement, l'aide à la personne et l'éducation. En savoir plus : martineaubry.fr/emploi

SÉCURITÉ

Le 29 août à Marseille, Martine Aubry a dressé le bilan du gouvernement en matière de sécurité : la droite a diminué les effectifs et les violences ont augmenté. Accompagnée des maires de Grenoble, Toulouse et Sarcelles, elle a présenté ses propositions pour que tout acte de délinquance entraîne une sanction rapide, proportionnée et juste. En savoir plus : martineaubry.fr/securite

«JE VEUX VOUS PARLER DE LA FRANCE»

Dans une lettre éditée à un million d'exemplaires, Martine Aubry s'adresse directement aux Français pour leur dire la France qu'elle veut bâtir avec eux et la présidente qu'elle sera pour eux. Retrouvez la lettre sur martineaubry.fr, et participez à sa diffusion !



PRIMAIRES CITOYENNES

Les 9 et 16 octobre 2011

VOTEZ!

QU'EST-CE QUE LES PRIMAIRES CITOYENNES?

Pour la première fois en France, des Primaires citoyennes sont organisées. Le droit **pour tous ceux qui veulent le changement** de désigner le-la candidat-e de la gauche à la Présidentielle en votant pour **un-e des six candidat-e-s** qui se sont présenté-e-s.

QUI PEUT VOTER?

Tous les électeurs inscrits sur les listes électorales.

Une participation symbolique de 1€ et un engagement aux valeurs de la gauche sont demandés.

QUAND AURONT LIEU LES PRIMAIRES?

Le **dimanche 9 octobre 2011** pour le premier tour, et le **dimanche 16 octobre 2011** pour le second tour, de 9h à 19h.

OÙ VOTER?

Des **milliers de bureaux de vote des Primaires** seront installés dans toute la France. Pour savoir où voter: lesprimairescitoyennes.fr

QUI SONT LES CANDIDAT-E-S?

Arnaud Montebourg, Martine Aubry, Jean-Michel Baylet, Manuel Valls, François Hollande et Ségolène Royal.



RESTEZ INFORMÉ SUR
lesprimairescitoyennes.fr

